

## LE MALI, 60 ANS APRÈS MENIAUD

par Gérard BRASSEUR

Préparant une monographie sur le Mali dont le caractère est en grande partie institutionnel et économique, j'ai éprouvé le besoin de faire un retour en arrière aussi loin qu'il était possible pour donner à mon travail, à côté de son aspect géographique, sa dimension historique. La démarche s'arrête aux alentours de 1900 qui correspond au moment où la conquête s'achève (prise de Sikasso en 1898) et où le pays va entrer dans une nouvelle phase de son histoire, celle de la colonisation et aussi de son contact avec le monde moderne.

Or à cette époque beaucoup d'auteurs nous ont déjà dévoilé de nombreux aspects de ce qu'on appelait alors le Soudan. Il est juste de mentionner parmi les plus connus, et dans l'ordre chronologique, Gallieni, Binger, Dubois, Monteil, Baillaud... Des tableaux d'ensemble ont été dressés à l'occasion de l'Exposition Coloniale de Marseille de 1906 et le Gouvernement Général de l'A. O. F. publie un annuaire qui est une mine de renseignements. Toute une série de monographies de cercles sont aussi rédigées au cours de 1909, mais il appartient à deux hommes de faire en quelque sorte la synthèse de ces connaissances au moment même où la colonie du Haut Sénégal — Niger prend sa forme quasiment définitive, où la future grande ville de Bamako vient d'être promue au rang de capitale après que le chemin de fer y ait atteint le Niger, véritable épine dorsale de ce pays.

Cela date à peine de quelques années, on est en 1912, et les deux auteurs sont Delafosse et Méniand. Le premier présente la partie historique et humaine en un véritable monument qualifié à très juste titre « d'évènement fondamental » par votre Secrétaire perpétuel dans sa préface à la toute récente réédition. A Méniand est échue la géographie économique. L'ensemble est présenté sous un titre unique : Haut-Sénégal — Niger, et il ressort que les initiateurs sont les autorités supérieures qui les ont elles-mêmes préfacées, cautionnées et inspirées à la fois : le Gouverneur Général Roume qui dirigea l'A. O. F. de 1902 à 1907 et le Gouverneur Clozel alors gouverneur du Haut-Sénégal — Niger, puis successeur de Roume jusqu'en 1916.

Est-il utile de refaire le portrait de Méniard qui appartient à votre Compagnie de 1932 à sa mort en 1938 ? Il était en 1911 — soit à 34 ans — Secrétaire général de la Colonie, mais parvenu à ces hautes fonctions par Polytechnique et le corps de l'Intendance, après avoir rempli celles d'ordonnateur et de directeur des Affaires économiques, d'où un certain éclectisme que la suite de sa carrière ne démentira pas. Quand il signe son livre, il peut rappeler qu'il a déjà parcouru beaucoup de chemin au Haut-Sénégal-Niger, de Kayes à Tombouctou, et même dans les pays voisins, de Guinée au Nigeria. Son attachement au Soudan est manifeste, il le confirmera 20 ans plus tard en écrivant ses célèbres Pionniers du Soudan (1931) et Sikasso (1935). Son intérêt pour la promotion des ressources agricoles est tout aussi grand. Fixé en France après la guerre, il publie successivement des études sur la race bovine charolaise (1921), — il est de Paray-le-Monial — sur le sisal (1929) et sur les arbres et la forêt en Afrique noire (1930) dans les Mémoires de votre Académie (1), et la même époque le voit président du Comité d'experts pour le Transafricain et le Transsaharien. Tous ces titres nous assurent de la compétence de l'auteur face à son sujet.

Que dire de l'œuvre elle-même ? Il n'apparaît pas qu'elle ait fait l'objet sur le moment de nombreux comptes rendus critiques. Le plus substantiel — concernant à la fois Delafosse et Méniard — se trouve dans les Annales de Géographie de 1913 (2). Son gros reproche est que la description du milieu n'ait pas été préparée par un géographe en vue d'une plus grande rigueur, mais pour l'essentiel, l'apport économique et les conclusions qui en découlent, tout est accepté sans restriction.

Il n'est pas douteux que ce livre ait été beaucoup lu. S'il n'est pas possible aujourd'hui de savoir quel a été son tirage et en quelle année il a été épuisé (de toute façon avant 1935), on n'a pas de peine à imaginer qu'il ait inspiré tous les géographes et aussi tous les hommes d'action tant qu'il a été aisé de le trouver en bibliothèque. On relève dans la Revue indigène de 1912 (3) à laquelle Méniard collaborait d'ailleurs — que « le commerçant et l'industriel qui voudraient bien se pénétrer de la documentation continue dans cet ouvrage et des considérations qui y sont développées n'auraient pas de peine à trouver matière nouvelle à entreprise fructueuse ». Ajoutons aussi que les patronages officiels en faisaient en quelque sorte un manuel pour l'Administration.

Ces quelques données sur l'auteur et sur l'œuvre permettent de

---

(1) C. R. de l'Académie. Tome XIV 1930, p. 531-566.

(2) C. R. H. Busson, pp. 326-336.

(3) C. R. Jean de Lacave, p. 555.

mieux juger avec le recul du temps quelles peuvent être les qualités et les faiblesses de celle-ci. Faiblesses par l'écriture parfois un peu hâtive, l'absence de véritables références bibliographiques, la disproportion des chapitres qui reflète les pôles d'intérêt de l'auteur, soulignant des lacunes de connaissances, et laisse aussi transparaître le désir de convaincre un certain public, celui auquel fait allusion la critique de la Revue indigène que nous venons de lire. Mais à côté de cela, que de mérites ! Si souvent nous avons l'impression d'un rapport, les matériaux qui le composent sont de première main ; ils révèlent une approche vivante des problèmes, acquise à l'occasion des affaires traitées au gouvernement et, sur le terrain même, par l'observation directe. La collection des photos jointes est à cet égard significative. Nous pouvons donc affirmer que par les renseignements, les chiffres, les prises de position rassemblées, il s'agit bien de la grande synthèse du moment. Il convient de voir maintenant ce qui en reste soixante ans plus tard et si, partant de ces données, il nous est possible d'apprécier quel chemin a été parcouru depuis lors.

#### *Le témoignage et l'enseignement.*

La lecture actuelle de la « Géographie économique » est à certains égards pénible par tous les éléments caducs qu'elle comporte — mais à vrai dire comment pourrait-il en être autrement, vu la somme d'événements qui se sont passés depuis et la masse de connaissances nouvelles que nous avons accumulées ?

Il y a d'abord tout un aspect politique difficilement compréhensible aujourd'hui. La conquête vient juste de s'achever : elle a coûté beaucoup de vies humaines, de l'argent, suscitant beaucoup de critiques. On ne sait pas encore au juste ce que l'on va faire de ces immenses territoires à peine explorés. Les uns y voient un réservoir de richesses sans fin, d'autres se montrent plus sceptiques, surtout en faisant la comparaison avec des domaines coloniaux voisins beaucoup mieux pourvus par la nature. Les responsables doivent donc trouver une justification à l'œuvre entreprise. Pour assurer un équipement minimum, des capitaux sont nécessaires et comment se les procurer alors, autrement que par voie d'appel à l'épargne ? C'est ainsi que le gouverneur général Roume lance ses emprunts de 1903 et 1907, et il importe qu'il explique à l'opinion française l'intérêt que le pays en retirera. Méniand avance donc dans ses conclusions (1) que le « Haut-Sénégal-Niger offre les productions les plus variées dans tous les domaines ». Il ajoute : « quant

---

(1) Tome II, p. 277.

à l'habitant, son industrie est médiocre, et il incline à gaspiller sans ménagements et sans calcul d'avenir, les ressources qu'une terre riche et généreuse livre sans compter à ses besoins ». Les jugements sévères et pessimistes à l'égard des hommes sont courants tout au long du livre, mais Ch. Monteil, dont l'esprit scientifique ne saurait être récusé, ne dressait-il pas lui-même un portrait bien sombre du Bambara ? (1). Il s'agit là assurément de poncifs propres à l'époque, fruits de l'apriorisme et de l'inculture, mais qu'il est toujours difficile d'emblée de récuser, même si l'on ressent toutes les nuances qu'il conviendrait d'apporter.

La doctrine libérale qui triomphait encore à la veille de la grande guerre colore tous les exposés. Une entreprise ne peut se concevoir que sous le signe de la rentabilité, et le jeu de la concurrence doit se charger d'éliminer celles qui ne répondent pas à ce critère. Si du point de vue moral, des hésitations se font jour sur le principe même de la colonisation, on lui trouve sa justification dans l'intérêt réciproque du colonisateur et du colonisé, dans la mesure où celui-ci devient un « consommateur plus multiple » et que se réalise la prospérité croissante du pays par le jeu du commerce appliqué à une production plus abondante et plus soignée. « La nécessité d'augmenter et d'améliorer la production commande, écrit-il (2), nos devoirs à l'égard de l'habitant indigène et les précise. Toutes les formules de gouvernement en pays africain peuvent se résumer, selon nous, en celle-ci : peupler et éduquer ».

De la sorte le rôle des Blancs est privilégié, et de leur initiative même est attendue la mise en valeur de la colonie. Ce sont les commerçants qui en sont considérés comme les premiers auxiliaires. Par leur imagination et leur acharnement, la production doit s'intensifier ; il importe de leur faire confiance et de les aider en les informant, et aussi en leur accordant un régime fiscal de faveur. Il y avait là un optimisme démesuré et il n'était pas difficile de voir tous les dangers que recelait un tel libéralisme, dont Méniaud même prouve à de nombreux propos qu'il était parfaitement conscient.

A côté du commerce, toujours pour tirer profit des ressources du crû, des encouragements sont apportés aux prospecteurs de minerais précieux dont l'industrie semble tout à fait viable et profitable, et qui doivent être aidés par des conseils pratiques. Là encore on sait tous les mécomptes et l'échec final qu'aura représenté l'exploitation des sables aurifères de la Falémé, faillite économique, mais aussi humaine, en songeant à toutes les vies qu'elle aura coûtées.

Pour les uns et les autres les voies de circulation étaient primor-

---

(1) *Monographie de Djenné* (1903), p. 93.

(2) Tome II, p. 282.

diales, aussi un long chapitre est-il consacré aux routes, décrivant leur état et les ressources qu'offrent les étapes.

Méniaud semble encore croire aux possibilités de la colonisation agricole par les Blancs, dans certains cas au moins, par exemple pour la culture du blé dans le Sahel. N'aurait-il pas entendu le retentissant avertissement de Jules Harmand, lancé deux ans plus tôt : « le vrai colon, c'est l'indigène, et le grand colonisateur, c'est l'Etat » ? Il faut dire qu'à ce moment se développaient des formes de grande exploitation agricole avec la culture du sisal, celle-ci s'étant maintenue tout de même, avec des hauts et des bas, jusqu'à la veille de l'Indépendance — et que certains essais étaient en germe comme celui du coton dans la vallée du Niger. Il ne se fait d'ailleurs pas trop d'illusions puisqu'il admet que « l'habitant indigène, en raison du climat, est seul capable de fournir un effort physique soutenu et restera toujours le producteur principal ».

Examinant maintenant les produits du crû qui retiennent alors l'attention, l'étonnement monte : l'ivoire passe, mais les plumes d'aigrette ou d'autruche..., on croit s'être égaré. Pour d'autres productions de première utilité, l'enjeu apparaît immédiatement, textiles ou caoutchouc que la France de 1910 doit acquérir presque entièrement sur les marchés étrangers. D'où l'intérêt de la laine du Massina ou du latex de la liane gohine ; intérêt également pour l'or qui est encore l'étalon monétaire universel. Un long chapitre est aussi consacré au cheval, pas tellement pour sa force de traction mais sous son aspect sportif. Pensons qu'à l'époque il y avait peu de distractions pour l'euro péen — pas la T. S. F. ni le cinéma — et tout pareil pour l'africain, d'où le succès légitime des courses de chevaux dont Méniaud se fait le grand animateur.

Ces quelques notes soulignent tout l'écart qui nous sépare du début de notre siècle et de ses conceptions. L'intérêt géographique dans ces cas précis a disparu, mais n'est-ce pas pour céder la place à celui de l'histoire ?

Cette centaine de pages désuètes (sur sept cents) ne doit pourtant pas ternir, voire cacher, le reste de l'œuvre alors que nous avons à y relever tant de faits, de problèmes et de valeurs permanentes.

Doit-on d'abord en rejeter toute la part anecdotique, toute cette révélation d'un aspect attachant de l'Afrique parce qu'il a trait à la chasse ou à l'hippisme ? Car pour Méniaud la découverte de la nature conduit à un sujet plus grave, celui de sa conservation. Il l'aime et veut la faire aimer, et c'est pourquoi il propose déjà la création d'un parc à Bamako, création à laquelle se sont attachés en 1945 le gouverneur Louveau et le professeur Monod, et qui sera pour l'I. F. A. N. jusqu'en 1959 un juste motif de fierté. Mais les méfaits de la chasse intensive, tant des Blancs que des Noirs, sont déjà perçus et une législation particulière envisagée, de même que des

mesures de protection de la flore qui devaient aboutir avec la création des Eaux et Forêts au classement de certaines forêts et à l'élaboration lente et incertaine d'une doctrine qui doit faire de l'Etat le propriétaire éminent de toutes les terres non cultivées pour lui permettre d'intervenir contre les feux, l'ébranchage abusif pour le bétail, la destruction des massifs forestiers.

Le géographe économiste fait aussi le point de la connaissance du pays vers 1910. Certes elle est encore bien limitée, et Méniand en est conscient qui réclame par exemple la création d'un réseau de postes météorologiques ou de stations hydrométriques sur le Niger. Mais tout ce qui s'observe à l'œil, il l'a vu : la pêche fluviale, ses secteurs et les migrations des poissons, les espèces utiles de la flore, et tout particulièrement le karité, les plantes cultivées... avec cependant des erreurs, par exemple sur l'aire réelle du sorgho ou sur l'appréciation des rendements, nettement trop optimiste.

L'élevage, sans doute déjà bien connu par ce qu'en ont noté une grande lignée de vétérinaires, est abordé plus que sous l'aspect technique. Ses aspects économiques et humains sont soigneusement relevés, les inconvénients de sa dissociation de la culture, les conflits déjà nombreux entre nomades et sédentaires, le rôle éminemment précieux que jouent les *amirou* chez les Peul du delta central.

Les industries extractives existantes sont décrites avec précision, que ce soit d'or ou de sel. Sur les placers, c'est une recherche de l'or alluvionnaire qui semblait déjà sans avenir réel et incapable de fournir un bénéfice tangible aux indigènes qui s'y adonnent avec leurs techniques primitives, à moins de venir à leur aide avec un matériel d'extraction et de lavage mû par la force animale — question qui ne cessera d'occuper l'Administration jusqu'à aujourd'hui même. Les salines de Taodeni aux ressources inépuisables offrent un autre thème puisqu'il s'agit de l'approvisionnement local d'une denrée indispensable et qu'en 1910 on fait venir de France, d'Espagne et même de Roumanie. L'emploi des nomades chameliers qui le transportent est aussi en cause, problèmes toujours d'actualité.

Enfin les chapitres sur les industries indigènes, l'alimentation, l'artisanat et les notes sur les mesures, le commerce local, restent pleins d'intérêt et bien à leur place car ils permettent, malgré une allure un peu ethnologique, d'apprécier le niveau de l'économie traditionnelle et de percevoir dans quel sens devraient s'opérer les transformations pour une nécessaire modernisation.

L'étude de Méniand renferme enfin les bases d'un programme de mise en valeur, de développement — le mot se trouve déjà — qui va entrer en vigueur progressivement et, pour la plus grande partie, dans les années qui suivront la grande guerre.

Quelle part revient dans leur genèse à la pensée du moment, au Gouverneur Général Roume ou à Méniand, il est difficile et vain de

le rechercher, mais ce que nous voyons ici, c'est l'application de ces idées directrices en fonction du milieu même, idées que nous trouvons résumées dans la conclusion — et soulignées dans la préface de Roume. Elles dérivent du « Peupler et éduquer » cité plus haut. « Toutes les méthodes à mettre en œuvre sont des modalités de l'Assistance : Assistance médicale pour la lutte contre les épidémies, pour la protection spéciale de l'enfance et pour la sauvegarde des populations contre les misères physiologiques qui les frappent sans trêve à tous les âges de la vie, par la vaccine et la propagation des règles d'hygiène toujours inobservées dans toutes les agglomérations indigènes ; assistance professionnelle par l'expansion parallèlement aux institutions de l'enseignement élémentaire des écoles destinées à l'enseignement pratique, agricole ou zootechnique ; assistance vétérinaire par la guerre faite aux épizooties qui déciment le bétail, par le contrôle exercé sur l'application des régimes imposés à l'élevage et dont l'indigène ne comprend pas encore toute la portée... » (1).

Et l'aboutissement, c'est le développement des services techniques, des écoles pratiques et des stations agricoles (laboratoires, pépinières, écoles) dont les agents doivent être avant tout des éducateurs assistés par des moniteurs indigènes, ceux que les écoles saisonnières de 1962 tenteront de former. Selon ces principes, divers établissements avaient été créés : la station agronomique de Koulikoro (1902), la bergerie de Niafunké (1906), et d'autres le seront par la suite après la guerre, Mpésoba en 1925 qui n'a cessé de fonctionner jusqu'à aujourd'hui, Kakoulou, Barouéli, Zamblara moins chanceux, et des bergeries qui n'ont pas non plus donné les résultats attendus (Nioro, Nara, Gao). Méniaud livre la clé des échecs et son diagnostic se révèle dans la plupart des cas exact : « L'impatience, l'inconstance qui font que l'on abandonne trop tôt le projet avant d'avoir pu vraiment en tirer toutes les leçons avec à la base de cela l'instabilité du personnel » et il explique pourquoi il convient de rendre chaque directeur vraiment responsable et de le doubler d'un adjoint chargé de la vulgarisation et susceptible de remplacer toujours celui-là lors de ses absences.

Si Méniaud fait confiance à la valeur de l'exemple en allant à l'indigène et en lui offrant les témoignages positifs de résultats meilleurs, il ne recule pas non plus en certains cas devant la manière forte : « en attendant que l'éducation de l'éleveur soit faite et qu'il ait acquis le sens exact de ses intérêts, lui imposer purement et simplement les méthodes que nous jugeons utiles au développement de la production lainière et conséquemment à celui de sa propre

---

(1) Tome II, p. 282.

fortune », écrit-il. Cette tentation de décider de l'intérêt du paysan a toujours été vive et elle se perçoit aujourd'hui encore au travers de l'action menée par les sociétés d'intervention.

Quant aux priorités géographiques à apporter à la mise en valeur, c'est le delta central nigérien qui est proposé comme le plus riche de promesses en raison des possibilités d'irrigation qu'il offre. Et les grandes lignes d'un programme sont exposées, programme qui se concrétisera en 1932 avec la création de l'Office du Niger. On remarquera toutefois que les points faibles sont parfaitement entrevus, et qu'il s'agit seulement selon les prospections effectuées par un ingénieur des Ponts et Chaussées d'alors, d'un modeste barrage de 150 m de largeur et de 2 m de retenue jeté sur le Bani, capable d'irriguer 300.000 ha — au lieu du barrage de 1.800 m pour 960.000 ha mis en service en 1947 à Markala.

Mais un souci majeur de Méniand, c'est d'abord de voir croître les voies de communications, souci qui restera d'ailleurs constamment celui de l'Administration. « Il n'y a pas de distances : il n'y a que des moyens de communications », nous livre-t-il, peut-être avec un peu trop d'optimisme. Il demande que tous les chefs-lieux soient réunis entre eux par des routes véritables et qu'en même temps des chemins de fer conduisent aux débouchés maritimes, même si ce doit être par l'intermédiaire des colonies étrangères — question qui pouvait se poser pour les territoires orientaux (la future Haute-Volta). Le but recherché doit être d'augmenter le trafic. Nous en sommes encore pour la plus grande partie du pays au portage, anti-économique si ce n'est inhumain. L'avenir de l'automobile se dessine malgré l'échec des premiers essais remontant, soulignons-le, à 1898 et qui tinrent à l'absence de routes carrossables.

Moyennant quoi le commerce pourra prospérer et l'indigène devenant un consommateur sortira, comme on dit aujourd'hui, du cycle de l'autoconsommation qui est le frein le plus considérable à tout progrès. « Par les impôts dont il s'acquittera, la colonie deviendra prospère, mais ces impôts ne devraient pas le traquer dans les moindres manifestations de son activité ; ils devraient correspondre à la topographie de la richesse publique et donner la sensation permanente qu'ils sont employés à grandir sa condition et que les forces capitalisées entre nos mains lui sont scrupuleusement rendues. Car plus que la distribution de la justice selon nos conceptions humanitaires ou l'élégance de nos mœurs, l'important doit être le spectacle de notre désintéressement. »

Telles sont les grandes lignes de la conclusion de Méniand, qui furent aussi la pensée directrice de l'Administration coloniale. Cette morale a été finalement couverte de discrédit, l'hypocrisie, la cupidité qui s'y sont parfois mêlées ayant été largement soulignées. Effectivement Méniand insiste beaucoup sur le point de vue écono-



mique — et c'est d'ailleurs une géographie économique qu'il rédige, mais il serait injuste de ne retenir que cette seule finalité en ignorant un tout autre aspect, social celui-là qui ne manque pas de se dégager par delà un humanitarisme un peu démodé.

### *Le chemin parcouru.*

L'étude de Méniaud comporte encore tout un enseignement, à côté de ses éléments qualitatifs, par les données quantitatives, les chiffres qu'elle consigne, et par là même elle offre certainement un moyen de mesurer le chemin parcouru depuis le début du siècle et de vérifier si les orientations préconisées ont été suivies au travers même des fluctuations politiques.

Certes les chiffres prêtent toujours à critique, plus encore dans les pays sous-développés, et aujourd'hui comme hier malgré l'affinement des méthodes. Peut-être est-il toutefois plus aisé de formuler la critique des chiffres anciens d'après les séries qui suivent ? On se souviendra de cet obstacle en ne faisant intervenir que les plus sûrs et en ne les considérant jamais que comme des ordres de grandeur.

Le premier point à envisager est la population, et le plus délicat aussi, vu les bases fragiles sur lesquelles ont pu être établis les premiers recensements, et les changements successifs des limites administratives (1). Le calcul donne 1.925.000 habitants (sans les nomades de Gao). La densité s'évalue à 3,7 habitants au kilomètre carré, mais pour les seuls 500.000 km<sup>2</sup> vraiment peuplés du pays. Le dernier recensement en 1960 accusait 4.100.000 habitants et la densité des régions non désertiques 8. On voit donc que la population aurait un peu plus que doublé en 50 ans, au taux de 1,5 % par an, ce qui est assez modeste, mais on pense que le mouvement, plus lent au départ, aurait commencé à s'accroître vers 1950 pour atteindre 2 % en 10 ans, et les projections actuelles sont calculées sur la base de 2,5 %.

Cette croissance pour faible qu'elle ait été se révèle supérieure à celle de l'A. O. F. tout entière estimée sur 40 ans à 1 % seulement. On en conclura que les migrations qui se sont exercées vers le Sénégal avant 1940, puis davantage ensuite vers la Côte-d'Ivoire n'ont pas dû absorber une fraction notable de la population. Comme il y a tout lieu de croire que la fécondité est restée stable, c'est donc la mortalité qui a diminué, et on peut légitimement y voir comme cause : la fin des conflits internes, la régression des famines et la raréfaction des épidémies, notamment de variole à l'occasion

---

(1) C'est Delafosse qui fournit les chiffres ; ceux concernant la future Haute-Volta ont été soustraits.

de campagnes de vaccinations suivies. L'Assistance médicale indigène organisée en 1906 et le Service Général d'Hygiène mobile et de Prophylaxie en 1946 n'y ont pas été étrangers et ainsi le projet de « Peupler » se trouvait-il en bonne voie.

Si les migrations externes sont réelles, celles qui se passent à l'intérieur du pays sont beaucoup plus considérables et concernent surtout les villes. Alors que la plupart ont une croissance relativement modérée, Bamako fait figure de ville champignon avec 3.000 habitants au début du siècle, 8.000 lorsqu'elle devient capitale, 20.000 en 1930, 100.000 en 1960 et probablement plus de 200.000 en 1970, le taux de croissance de 4,7 % passant après l'Indépendance à 11 %.

Les villes accueillent la majorité des européens expatriés. Ceux-ci étaient 900, dont 70 femmes, en 1910 ; ils sont devenus 7.000 à la veille de l'Indépendance, chiffre qui s'est maintenu avec évidence des nationalités et des qualifications différentes.

Quant au projet d'« Eduquer », les résultats très limités au départ ont régulièrement progressé de 1921 à 1958, avec 4.000 et 45.000 élèves, pour devenir considérables en 1962, le taux de scolarisation triplant en quelques années, mais il n'est pas encore possible de toucher la totalité des enfants très nombreux vis-à-vis de la population totale (44 % de moins de 15 ans) et donc charge considérable.

Comment vit cette population ? Si elle était entièrement enfermée dans l'autoconsommation au début du siècle, celle-ci ne figure plus que pour 47 % dans les comptes économiques de la nation de 1959 et 43 % en 1970, mais elle concerne les 90 % de la population qui vit à la campagne, à des niveaux régionaux d'ailleurs assez différents.






L'agriculture n'a pas encore connu de transformations radicales, et il est toujours aussi difficile de connaître avec précision le montant de la production. Estimée autrefois au coup d'œil, elle donne lieu aujourd'hui à des enquêtes statistiques régulières dont les résultats restent cependant déconcertants. Le paysan a-t-il plus ou moins à manger qu'autrefois ? Dans la mesure où les méthodes sont restées les mêmes, il n'y a pas de raison pour qu'il y ait eu changement ; par contre là où la main-d'œuvre jeune s'expatrie pendant les cultures, ou si les cultures en vue de la commercialisation ont été trop étendues, il est possible que la situation vivrière ne se soit pas améliorée. La plus grande partie du pays continue à cultiver principalement le sorgho, mais le riz a connu une grande expansion. Méniard en chiffrait la production à 12 000 t sur lesquelles 8 à 9 étaient déjà commercialisées. En 1959 elle devait atteindre 182 000 t et en 1970 148 000 t, en baisse notable en raison des cours officiels et du système de distribution. Deux

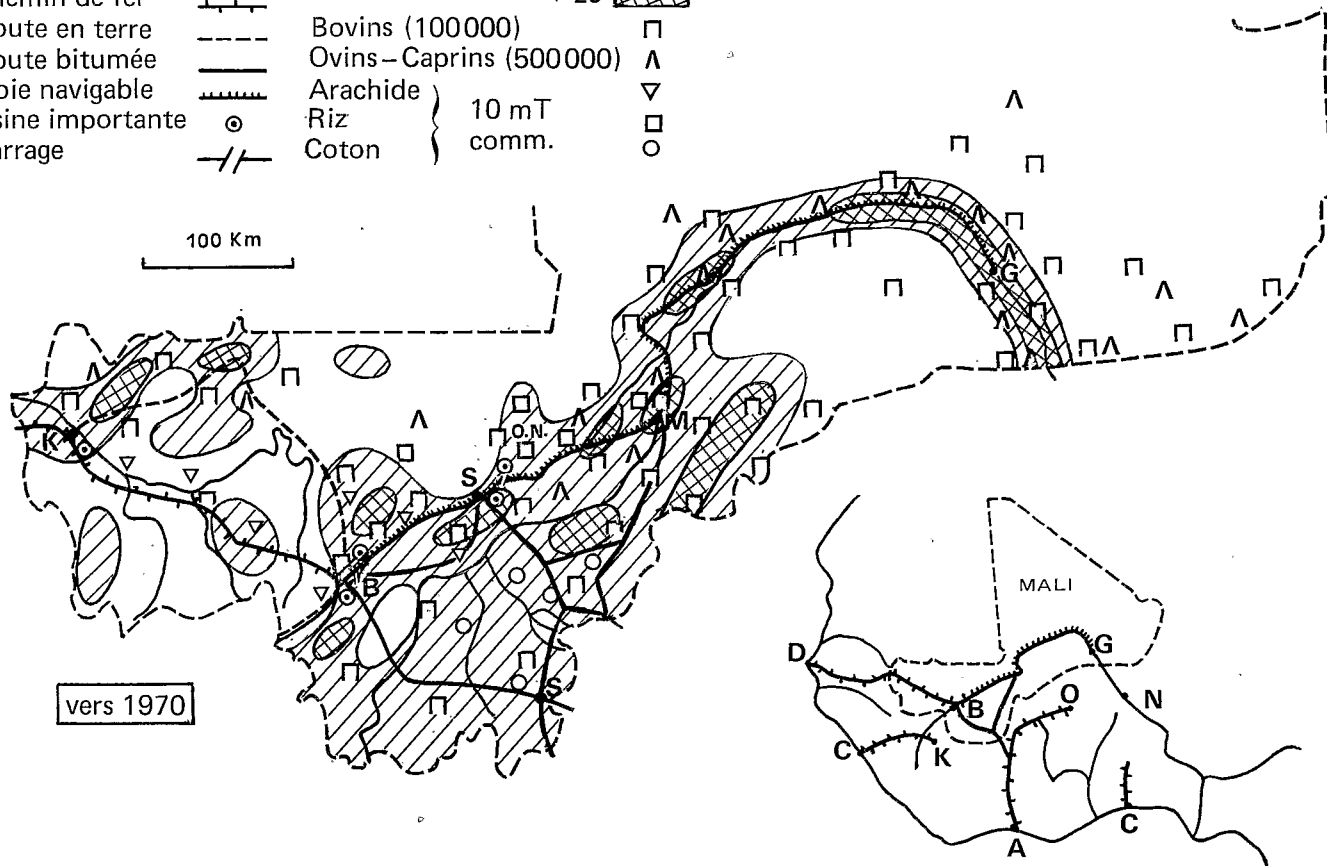
Opérations sur Ségou et Mopti s'efforcent actuellement d'étendre cette culture que l'aménagement de casiers inondables avait déjà bien servi depuis 1948. L'autoconsommation du riz s'est donc accrue mais aussi la commercialisation qui a suivi la progression de la population urbaine, surtout celle de la capitale.

A côté de la production vivrière, les cultures destinées à l'industrie ont connu un remarquable essor, quoique limité aux régions desservies par des voies de circulation adéquates (chemin de fer et route). La plus commune est restée l'*arachide*, à l'instar du voisin sénégalais. Facile à pratiquer et à inclure dans une rotation, elle s'est surtout développée dans l'Ouest du pays en vue de son évacuation vers les ports sénégalais, les prix d'achat se réduisant de moitié de Kayes à Mopti. Il est déjà fait état de 10 mt en 1910 mais la production ira s'amplifiant durant toute la période précédant la guerre de 1940 (70.000 t), puis l'Indépendance (120.000 t) pour dépasser actuellement 150.000 t, après une chute très nette en 1962. Les cultivateurs des cercles des régions de Kayes et de Bamako font actuellement l'objet d'un encadrement serré sous le nom d'Opération auquel les techniciens du B. D. P. A. de Paris apportent leur concours.

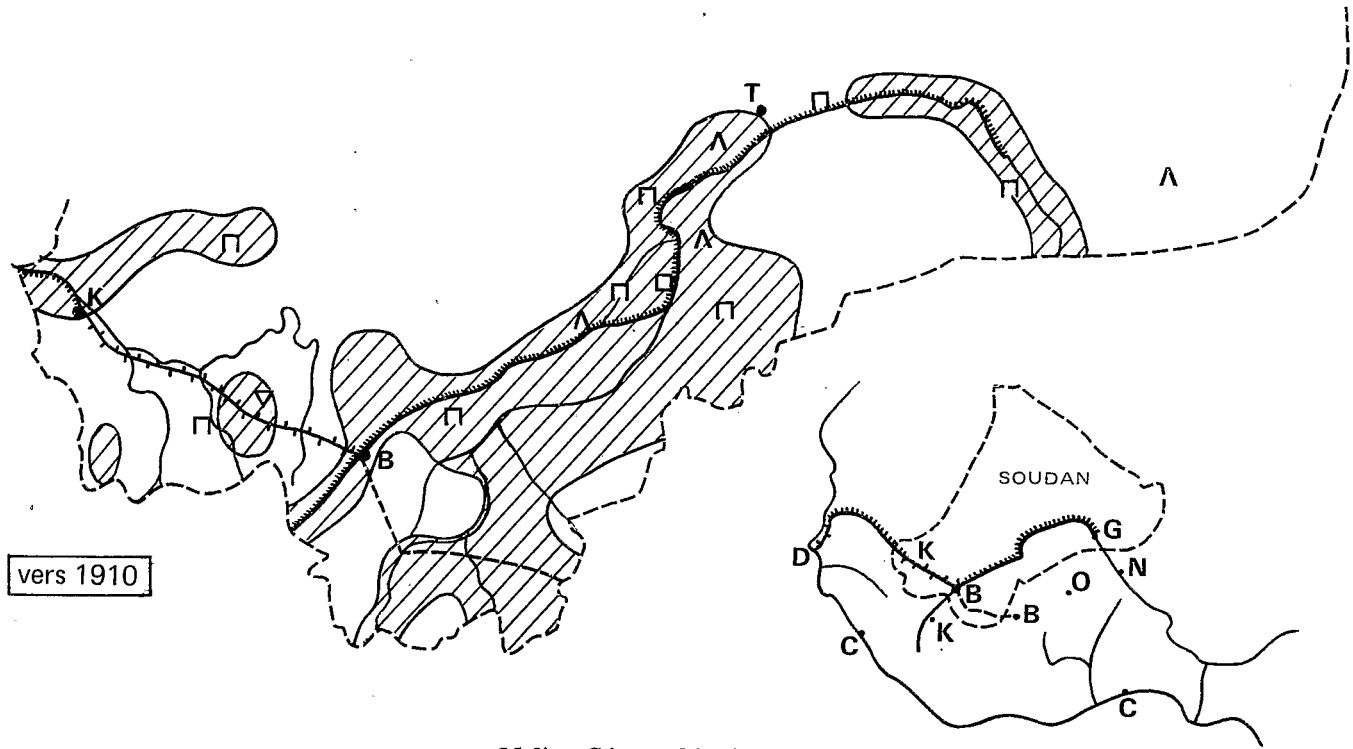
C'est cette formule qui a été retenue aussi pour le *coton*. On se souvient de toutes les tentatives qui ont eu lieu en ce sens depuis le début du siècle, des tâtonnements, des échecs, des impasses dans lesquelles on s'est engagé, notamment en matière de culture irriguée. Longtemps stationnaire, la production a connu un décollage subit à partir de l'Indépendance — et cela en culture sèche — si bien qu'elle est passée de 1.000 t au début du siècle et 8.500 en 1959 à 74.000 t en 1971. Sans doute l'explication de Méniard apparaît-elle manquer de nuance lorsqu'il avance que les obstacles à vaincre ne proviennent que de l'indigène lui-même. C'est, disons, question de méthode et de vulgarisation et il revient à l'honneur de la C. F. D. T. d'avoir trouvé la solution, ici comme d'ailleurs dans tous les pays où son action a été requise. Mais le succès est particulièrement complet dans la région de Sikasso et il n'ira que s'accroissant dans la mesure où engrais et insecticides seront plus largement dispensés au plus grand bénéfice du cultivateur, mais aussi de l'Etat qui est l'acheteur de la quasi-totalité de la récolte.

Si la culture du sisal a dû être abandonnée, celle du chanvre de Guinée ou *da* que Méniard qualifiait de culture fondamentale, est en train de démarrer en vue d'alimenter une fabrique de sacs. Autrefois les produits de cueillette occupaient une place non négligeable dans les exportations. La gomme et le kapok ont complètement disparu depuis l'Indépendance, aussi bien pour des raisons internes qu'externes, mais le karité reste une richesse potentielle considérable, d'ailleurs toujours largement exploitée

- |                  |   |                                     |   |
|------------------|---|-------------------------------------|---|
| Ville importante | ●   | Densité hab./km <sup>2</sup> : 5-20 |   |
| Chemin de fer    |  | " " : + 20                          |  |
| Route en terre   | - - - - -   | Bovins (100000)                     | □   |
| Route bitumée    | —————   | Ovins - Caprins (500000)            | △   |
| Voie navigable   |  | Arachide                            | ▽   |
| Usine importante | ⊙   | Riz                                 | □   |
| Barrage          |  | Coton } 10 mT                       | ○   |
|                  |   |                                     | comm.   |



Mali - Géographie économique



Mali - Géographie économique

pour les besoins locaux. En 1910 5.000 t d'amandes étaient déjà commercialisées, devenant 35.000 en 1930 pour tomber à 2.500 peu avant l'Indépendance, puis à zéro. Aujourd'hui la transformation industrielle locale intervenant, de nouveaux débouchés semblent possibles.

Passant aux ressources animales, on constate qu'elles sont de deux ordres : l'élevage et la pêche, la chasse ayant pratiquement cessé d'être productive depuis dix à vingt ans ou plus suivant les régions.

L'élevage témoigne d'une progression remarquable. Le troupeau bovin serait alors passé de 840.000 têtes à 5000.000 et les ovins caprins de 1.650.000 à 10.000.000, sextuplant dans les deux cas avec des augmentations de 4 % par an, ce qui n'a rien en soi d'in vraisemblable. Si les années de sécheresse et d'épidémies entraînent des pertes considérables, les vaccinations limitent les effets. Le service de l'élevage les a entreprises systématiquement dès 1925, relayé en 1961 par la grande opération d'éradication de la peste bovine menée à travers toute l'Afrique occidentale et centrale sous l'égide de la F. A. O. Ce capital — 20 % des ressources du pays — reste en grande partie entre les mains des éleveurs sahéliens, mais la part des sédentaires n'a cessé d'augmenter. Du 1/8<sup>e</sup> dans les deux types d'élevage, elle serait en effet passée au 1/3 pour les bovins et au 1/5<sup>e</sup> pour les ovins.

Ce capital est de plus en plus exploité et la boomanie des Peul de plus en plus un mythe. S'il est difficile d'apprécier la consommation intérieure, sauf par les abattoirs urbains, les mouvements vers l'extérieur sont déjà visibles en 1910. De 40.000 bovins à l'époque ils seraient passés à 200.000, fraude comprise, c'est-à-dire dans les deux cas un peu moins de 5 % de l'ensemble du cheptel. Ce n'est donc pas aujourd'hui que le commerce avec les pays côtiers principalement la Côte-d'Ivoire et le Ghana, est apparu et Méniand y voyait très justement un débouché privilégié pour l'avenir.

De gros progrès restent à effectuer pour la valorisation de ce troupeau du point de vue alimentaire avec la sélection et les croisements — c'est l'histoire des bergeries et, plus sérieux, de la station de Sotuba — avec l'aménagement des pistes d'évacuation, avec les installations industrielles... Sans doute la création d'un ranch d'embouche près de Nioro — en germe depuis de longues années — va-t-elle devenir réalité. Du point de vue utilisation de la force de traction, il semble que l'idée ait fait son chemin. Depuis les débuts enthousiastes des années 1925, la tâche a été ardue et à travers des chiffres manipulés au gré des démonstrations, la progression se dessine tout de même nettement vers un acquis définitif : 5.000 charrues en 1940, 25.000 à la veille de l'Indépendance,

80.000 aujourd'hui, principalement dans les zones contrôlées par les Opérations. La courbe des charrettes évolue de façon identique.

En ce qui concerne la pêche, on sait toute la richesse d'un fleuve comme le Niger, surtout dans sa zone d'inondation. Cette richesse est d'ailleurs largement exploitée pour les besoins locaux et elle laisse un surplus qui est écoulé sur les marchés. Déjà un commerce interétats de plusieurs centaines de tonnes est signalé en 1910 ; celui-ci ira s'amplifiant avec les progrès des moyens de communications pour atteindre plusieurs milliers de tonnes dans les années 60. C'est resté une activité spontanée à laquelle tout de même un projet F. A. O. s'efforce actuellement d'apporter des éléments de modernisation, dont profitera surtout la consommation nationale, étant donné les progrès réalisés aussi dans les pays voisins.

Il convient à propos du secteur primaire d'évoquer l'Office du Niger. Parti ex nihilo dans le delta central en 1932 — on l'a vu — les surfaces aménagées atteignaient 15.000 ha en 1940, 44.000 en 1960 et 55.000 en 1970. La production passe de 1948 à 1970 pour le riz de 16.500 t à 43.000 t et pour le coton de 1.200 t à 3.000 (1), mais cette dernière est arrêtée en 1970 devant ses difficultés et les succès de la culture sèche. Tous ces chiffres sont éloquentes en eux-mêmes et soulignent la marge entre les espérances et les résultats, le montant des investissements et les bénéfices réalisés. Ils montrent que les craintes exprimées par votre Compagnie en 1960 n'étaient pas illusoires. Limitées au financement à venir, elles auraient pu aussi être formulées quant aux risques d'une coupure sur le plan technique et administratif, et la situation apparaît actuellement aux dirigeants eux-mêmes sous un aspect très confus « dans un tel état de dégradation... », dit le Programme triennal de redressement économique et financier de 1970.

Passant maintenant au secteur secondaire, une évolution très nette s'est dessinée. L'industrie extractive n'a pas encore connu de progrès spectaculaire comme en Mauritanie par exemple, limitée aux placers et aux salines du Sahara. Les exploitations aurifères ne se sont pas révélées payantes, aussi bien au stade industriel qu'artisanal. Les dragues de la Falémé ont été échouées. Les placers ont cessé d'être exploités avec la nationalisation du sous-sol en 1965 et les coopératives n'ont pas réussi à prendre la relève. Les carrières de sel de Taodeni continuent à fournir à peu près le même tonnage qu'au début du siècle (4.000 t), mais on conçoit que leur rentabilité soit très faible. Ces deux produits constituent l'essentiel des ressources minières actuelles, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas d'autres. Pourtant les recherches se sont suc-

---

(1) Après, il est vrai, avoir atteint 9400 t en 1964.

cédées en toutes directions depuis des années, les Russes ayant depuis 1960 un quasi-monopole, battus en brèche — depuis 1968 et dans le Nord — par les Américains pour le pétrole et les Allemands pour l'uranium. Les conclusions n'apparaissent pas encore très nettement ; surtout les difficultés techniques restent considérables.

La production d'énergie est faible si on la ramène à l'habitant (9 kWh), mais elle ne concerne que les grands centres. Sa croissance est d'ailleurs très régulière avec doublement tous les 6 ans environ. Elle reste en partie tributaire de l'importation de gas-oil, mais les ressources hydrauliques sont appelées de plus en plus à intervenir. La première utilisation qui en a été faite remonte à 1927 avec l'équipement des chutes du Félou sur le Sénégal en amont de Kayes ; la deuxième, longtemps en projet, n'a vu le jour qu'en 1965, à Sotuba un peu en aval de Bamako produisant déjà les 3/4 des 44 M kWh du pays (0,8 en 1930). Elle a bénéficié de l'aide française et possède des groupes semblables à ceux de l'usine de la Rance.

Actuellement, les études se poursuivent sur les sites du Sankarani et du Bafing.

Les industries de transformation ont été longtemps inexistantes au Mali et il en a été fait un sévère reproche à la France. Elles se justifiaient mal en effet dans une économie impériale alors que les conditions de production locale étaient défavorables à beaucoup de points de vue. Dans le contexte de l'Indépendance des justifications nouvelles apparaissent : économiser les devises, pourvoir à la satisfaction du marché intérieur. Peu d'entreprises sont vraiment économiquement rentables vu l'étroitesse des débouchés, mais elles offrent l'avantage indéniable de procurer des postes de travail à une population qui ne peut pas retirer de bénéfices suffisants de l'exploitation exclusive de la terre. Avant 1960 n'existaient que quelques usines alimentaires de petite taille : rizeries, huileries, depuis 1964, un certain nombre de petites industries ont été implantées, construites avec l'aide de l'étranger, essentiellement des pays socialistes si l'on excepte une huilerie qui a été montée par Krupp, et la Chine s'est placée au premier rang. Du même coup, le Mali a contracté un endettement considérable, sans doute le plus fort de tous les pays africains par rapport au Produit intérieur brut, mais en contrepartie la part du secteur secondaire dans ce P. I. B. est passée de 11 % en 1959 à 16 % et s'apprête à augmenter encore avec le nouveau complexe textile qui, cette fois, associe l'industrie française.

On a vu l'importance de la question des transports dans l'économie malienne, compliquée par l'éloignement des débouchés maritimes et la faiblesse de la densité de la population. Elle a toujours préoccupé l'Administration comme en témoigne l'intérêt



que Méniaud y portait déjà, mais il va sans dire que ses aspects évoluent comme la technique elle-même.

La voie d'eau est un moyen séduisant par son faible coût, et le Sénégal et le Niger représentent de magnifiques artères, au moins aux hautes eaux. Si la première n'a été que peu utilisée, celle du Niger par contre, de Koulikoro à Gao, n'a cessé de l'être, bénéficiant de beaucoup d'améliorations dans son matériel. Le voyage qui demandait six jours jusqu'à Tombouctou en 1910 est réduit à quatre avec les unités modernes, l'Archinard de 1953 devenu le Mali et le général Soumaré de 1965. Les tonnages transportés sont passés de moins de 2 Mt Km en 1910 à 8 en 1930 et 63 en 1966. Cependant l'entreprise est déficitaire et subit de plus en plus la concurrence de la route d'un emploi beaucoup plus souple.

Le chemin de fer qui a établi le trait d'union entre le fleuve et l'Océan en 1923, a nécessité de constants perfectionnements pour remplir son office.

Les tonnages transportés de 22 mt en 1910 sont passés à 42 mt en 1930, à 335 en 1951 et 300.000 t en moyenne ces dernières années. Mais l'instrument reste insuffisant et, grevé qu'il est de lourdes charges notamment en personnel, constamment déficitaire.

La voie ferrée n'a cependant pas dit son dernier mot et les investissements se poursuivent sur celle existant, alors que les projets, formulés dès le début du siècle, de jonction avec Conakry et Abidjan donnent lieu à de nouvelles études.

L'évolution la plus spectaculaire provient cependant du réseau routier. Alors qu'en 1908 venait seulement d'être ouvert l'axe Bamako-Sikasso-Bobo et que le portage avait encore cours sur bien des itinéraires, en 1970 non seulement existent toujours les 13.000 km de routes en terre du réseau colonial, mais 1.400 d'entre elles ont été récemment modernisées et bitumées, facilitant notamment les liaisons avec la Côte-d'Ivoire et créant un axe parallèle à l'axe fluvial Koulikoro-Mopti. Aux transporteurs privés dont l'activité est allée sans cesse croissante est venue s'ajouter en 1960 une société nationale destinée à pallier la suppression momentanée de la liaison avec Dakar et aujourd'hui encore une partie du trafic national continue à être écoulée par la voie routière. Inutile de dire combien la construction d'un pont comme celui de Bamako en 1959 — déjà réclamée par Méniaud — a pu modifier régionalement la circulation.

Il convient de souligner le rôle des débouchés maritimes dans le contexte de l'Indépendance. Sans Abidjan en 1961 le Mali aurait connu l'asphyxie. Ce port est d'ailleurs l'exutoire logique de ses régions Sud, mais il ne faut pas oublier qu'il n'a été ouvert qu'en 1950. Conakry est aussi plus proche mais d'accès moins aisé. Aussi est-ce Dakar qui continue à être pour 75 % du tonnage

le port du Mali, avec d'ailleurs une zone franche aménagée à cette fin. Parmi les grands projets figure toujours le transsaharien, grand rêve du siècle dernier auquel Méniand croyait aussi mais dont sagement il ne voyait la réalisation possible que lorsque la population aurait atteint 25 à 30 millions d'habitants (Haute-Volta incluse). Nous savons que des pourparlers sont en cours en ce sens entre Etats intéressés pour l'étude, non plus d'un chemin de fer, mais d'une route.

Enfin l'avion est venu. Il n'en est pas encore question au début du siècle bien sûr, mais dès 1920 il fait son apparition dans le ciel de Bamako et il ne cessera plus d'y évoluer, les liaisons stables datant de l'installation de la compagnie Air France en 1937, puis du développement de l'infrastructure aérienne dans les années 1950. Si Bamako n'a pas pu recevoir en 1960 les avions à réaction comme les autres capitales d'Afrique, c'est en raison des difficultés de son site et ce retard doit être rattrapé l'an prochain avec l'ouverture d'un nouveau terrain situé à 15 km de la ville.

Cette modernisation des moyens de transports poursuivie opiniâtrement a coûté évidemment fort cher. Elle a cependant bénéficié de l'aide gratuite et régulière du Fonds européen de Développement. Il en coûtera aussi les charges récurrentes, mais il s'agit bien d'un investissement rentable, eu égard aux économies qui sont réalisées sur les prix des transports et aux possibilités qui sont offertes à la circulation des produits, base indispensable aujourd'hui comme hier du développement du pays.

On conçoit dans ces conditions le rôle que va jouer le commerce. Dès l'achèvement du Kayes-Niger les maisons s'implantent à l'intérieur du pays, filiales de celles établies depuis de longues années au Sénégal, et tout autant particuliers venant tenter leur chance. Quelques-uns s'illustreront mais la plupart ne pourront pas tenir devant la force et l'organisation des grandes compagnies à direction métropolitaine qui prennent pied successivement. Et la traite fleurit, génératrice semble-t-il de gros profits mais tempérés tout de même par une concurrence acharnée. La première réaction du Mali indépendant a été d'éliminer cette emprise étrangère sur son économie dans le but à la fois de donner les places à ses nationaux et de se réserver les bénéfices. C'est en ce sens qu'a été créée en 1960 la Société malienne d'importation et d'exportation, société d'Etat qui exerce le monopole exclusif du commerce extérieur et une bonne part de l'intérieur. On sait que l'attente, au moins du point de vue économique, n'a pas été celle escomptée puisque les pertes et les malversations s'additionnent, de même que pour d'autres sociétés nationales spécialisées dans le ramassage des produits ou la distribution par circuit coopératif.

Le commerce a aussi changé de nature. Les importations suivent

moins les incidences de la demande puisqu'elles sont strictement soumises à des licences. Elles tendraient à donner la préférence aux biens d'équipement sur ceux de consommation s'il n'y avait les besoins alimentaires des villes. La part des fabrications locales va s'amplifiant avec notamment le complexe textile et l'usine de cigarettes. Surtout les provenances se sont largement diversifiées. Alors que la part de la France était prépondérante jusqu'en 1959, dès l'Indépendance l'U. R. S. S. se substitue en partie, puis la Chine. Toutefois les courants issus d'accords de compensation ne paraissent pas encore dotés d'une grande stabilité et il en résulte un certain désordre sur le marché. Le volume des importations a beaucoup augmenté, sans considération pour la balance toujours largement déficitaire. Avec les 50 Md Fm de 1970 et même les 22 Md CFA de 1959, nous sommes évidemment très loin des 20 M or de 1910, Haute-Volta comprise, équilibrant exactement les exportations.

L'étude de Méniard renferme beaucoup de données chiffrées, de prix notamment, à tel point que l'on éprouverait vite la tentation de les regrouper en comptes économiques si l'on n'était persuadé de la vanité d'une telle opération, en partie d'ailleurs parce que l'unité de mesure des valeurs n'est pas restée comparable.

Comme pour le commerce, nous pouvons avancer aussi des chiffres sur les budgets : 3,4 M en 1900 et 8,3 en 1910 qui ramenés à la population du Mali devraient être diminués de 60 %. Le budget actuel oscille autour de 24 Md. Comparé au commerce, le budget était 5 fois moins fort en 1910 et 2 fois seulement aujourd'hui. Les recettes provenaient aux 2/3 de l'impôt personnel dont le taux variait de 0,25 à 4,50, la journée du manœuvre étant payée 1 F. Il faut dire qu'il était dû dès l'âge de 8 ans, soit par 65 % de la population au lieu de 50 aujourd'hui. Il oscille depuis 1970 de 500 à 1 500 Fm suivant les régions, la journée du manœuvre étant de 250 Fm, mais il ne représente plus que 30 % de la fiscalité, le reste provenant des taxes et droits de douane. Ceux-ci étaient perçus avant l'Indépendance au profit du budget général et une partie importante en était ristournée aux budgets locaux, ce qui avantageait les plus pauvres, le Haut-Sénégal-Niger étant du nombre. On conçoit que sa disparition ait été ressentie, et seules les aides étrangères préférentielles peuvent maintenant tenter de rétablir un certain équilibre avec les voisins les plus riches. Celles-ci sont devenues un élément important du financement puisque subventions et prêts doivent évaluer en gros chaque année depuis l'Indépendance le montant du budget. Déjà le FIDES avait ouvert cette voie dès 1949, mais plus timidement accordant 16,8 Mds CFA en 10 ans. Les transferts sont aussi restés importants dans les deux sens : d'une part les salaires et bénéfices des entreprises étrangè-

res, en diminution du fait des paiements des soldes des agents de coopération dans leur pays d'origine ; d'autre part les contributions des administrations étrangères — déjà les troupes coloniales apportaient de l'argent frais — et les salaires de la main-d'œuvre malienne à l'étranger, dont celle des Sarakolé en France.

Toutes ces précisions nous permettent de prendre la mesure des transformations qui se sont opérées depuis MéniAUD.

Si nous nous tournons vers la campagne qui représente, nous l'avons vu, les 90 % de la population, nous constatons qu'elles ne sont pas encore décisives. L'habitat est resté à peu près le même, si ce n'est que la tôle ondulée se répand près des centres ; l'agriculture livre de plus en plus au commerce, mais elle n'a toujours pas opéré le décollage qui lui ferait quitter le stade extensif. Du point de vue social, l'école a connu une progression accélérée depuis ces dix dernières années, les dispensaires beaucoup moins. Mais la campagne est surtout définitivement ouverte, sauf un repli les dernières années devant les contraintes imposées par le gouvernement du moment. Les murailles des villages sont tombées depuis longtemps, tous les paysans sont sortis et leurs migrations, annuelles ou plus longues, les ont amenés parfois bien loin.

Mais les transformations les plus spectaculaires se lisent au niveau des villes, et de ce côté on peut dire que le Mali ne reste pas étranger à la grande mutation qui secoue actuellement le monde. Nous avons évoqué tantôt pour Bamako sa remarquable croissance surtout depuis l'Indépendance, accompagnée non seulement d'investissements dans l'industrie mais dans l'urbanisme, l'équipement social, les transports. On y perçoit une vie frémissante, quelle que soit la chaleur ambiante, et déjà on s'y plaint d'encombrements, de pollution, de délinquance.

Nul doute qu'une concurrence ne s'installe entre deux groupes d'intérêts, deux styles de vie différents. La ville absorbera-t-elle la campagne déjà peu peuplée ou fera-t-elle seulement tache d'huile sur celle-ci pour amener dans des délais qu'il nous est aussi impossible d'envisager aujourd'hui, qu'hier encore cette croissance urbaine, pour amener la modernisation totale du pays, en faire un Etat de la fin du XX<sup>e</sup> siècle comme un autre.

\* \* \*

En revenant pour conclure à MéniAUD, nous constaterons que sa vision du pays il y a soixante ans avait été somme toute celle d'un observateur lucide. Il décrit avec passion mais sans complaisance, et quand il en vient aux appréciations, ce n'est ni pour minimiser ni pour maximiser les richesses. Il demeure réaliste, écartant tout rêve ou toute illusion. Il confronte toujours ce qui est

du domaine du possible à ce qui est, c'est-à-dire aux impératifs du milieu : la difficulté des relations et le jeu des distances, la faiblesse numérique de la population et son retard technique ; il raisonne en géographe autant qu'en économiste. Les éléments de cette géographie, au moins en matière rurale — n'ayant à peu près pas changé au cours des années, c'est aux mêmes problèmes qu'a été affronté le colonisateur libéral d'avant 1940 ou dirigeant d'ensuite tout comme le gouvernement de l'État indépendant de maintenant — et quelles que soient les finalités proposées. Parce qu'il a reconnu toutes ces exigences, le livre de Méniand reste chargé d'enseignements.

Extraits des Comptes Rendus  
des Séances  
de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

Ann. FDU : T XXXIII, n° 3, 1973

## LE MALI, 60 ANS APRÈS MÉNIAUD

par

Gérard BRASSEUR

B 6760